



HAL
open science

Introduction au numéro spécial : travail, valeur et répartition dans le capitalisme cognitif

Carlo Vercellone, Didier Lebert

► **To cite this version:**

Carlo Vercellone, Didier Lebert. Introduction au numéro spécial : travail, valeur et répartition dans le capitalisme cognitif. *European Journal of Economic and Social Systems*, 2011, 24 (1-2), pp.7-12. <halshs-00781146>

HAL Id: halshs-00781146

<https://shs.hal.science/halshs-00781146v1>

Submitted on 25 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

INTRODUCTION

La notion de capitalisme cognitif désigne une transformation majeure dans les lois de fonctionnement de l'économie par rapport aux systèmes historiques d'accumulation, mercantiliste, puis industriel, qui l'ont précédé. Au cœur de cette transformation se trouve le passage du paradigme énergétique du travail propre au capitalisme industriel vers une nouvelle organisation sociale de la production, fondée sur la montée en puissance de la dimension cognitive et immatérielle du travail mais, plus globalement, celle du rôle de la connaissance. Dans cette évolution, ce sont le sens et les critères même de mesure des catégories fondamentales de l'économie politique qui en sortent déstabilisées : le travail, le capital, la valeur. Il en résulte, en même temps, un bouleversement profond des formes de la répartition des revenus, marqué notamment par le retour en force de la rente, sous ses différentes expressions, dont le fer de lance est la finance. La logique de la création de la valeur pour l'actionnaire, la croissance spectaculaire des revenus issus du patrimoine, la financiarisation de l'épargne salariale, la spéculation des marchés financiers sur la dette souveraine en Europe, sans oublier l'inflation des prix de l'immobilier et le renforcement des droits de propriété intellectuelle, en sont autant de preuves irréfutables. La rente définie, à la suite de Marx, comme un pur rapport de distribution dissocié de toute fonction positive dans l'organisation de la production, joue de plus en plus un rôle stratégique dans les mécanismes de captation de la valeur ainsi que dans les processus de *désocialisation du commun*¹.

Une grille de lecture de type néo-ricardien est souvent utilisée pour interpréter cette mutation. Elle tend à opposer le capitalisme productif et managérial de l'âge d'or du fordisme au capitalisme rentier de « l'actuel régime de croissance financiarisé ». Selon cette approche, c'est notamment le pouvoir quasiment autonome de la finance qui aurait été le facteur premier de la déstructuration du rapport salarial fordiste et des dérives spéculatives du capitalisme contemporain.

Mais qu'en est-il réellement ? Le but de ce numéro est de remettre en question ce schéma de lecture, tout autant sur le plan de la méthode que des hypothèses d'analyse. Pour ce faire, il se propose de partir des transformations de l'organisation sociale du travail pour comprendre, sur cette base, la mutation des mécanismes de la valorisation du capital ainsi que le retour en force de la rente et du pouvoir de la finance².

1. Vercellone C. (2007). La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif. *EJESS*, vol. 20, n° 1, p. 45-64.

2. Dans la droite ligne d'un autre numéro spécial de l'EJESS, intitulé *Le capitalisme cognitif. Apports et perspectives*, paru en 2007 et dont les contributions avaient permis d'identifier nombre de facteurs d'instabilité éclatés au grand jour lors de la crise des *subprimes*. Il faut

Cette démarche nous a conduit à privilégier trois thèmes de réflexion, ayant suscités de nombreuses controverses.

Le premier concerne la définition théorique de la notion de travail cognitif et la caractérisation de sa place dans le nouveau capitalisme. Plus précisément, nous est-il possible d'affirmer, au sens de la théorie operaïste italienne, que le travail cognitif, comme ce fut le cas pour l'ouvrier-masse durant l'époque fordiste, représente aujourd'hui le noyau central de la nouvelle composition du salariat, c'est-à-dire la catégorie du travail dont dépend, pour l'essentiel, la création de plus-value et la valorisation du capital ? Quelles sont, par ailleurs, les relations entre les formes d'organisation du travail cognitif avec les institutions clés du nouveau capitalisme, et tout particulièrement avec les systèmes de Welfare State ?

Le deuxième thème a trait à la reconfiguration des catégories fondamentales de la théorie économique, qui résulte de la montée du travail cognitif. La thèse d'une crise de la mesure du travail et du capital, liée à leur caractère de plus en plus immatériel, a notamment suscité dans le monde académique anglo-saxon un important débat³ que ce numéro se propose d'exposer et de prolonger. La question relative au sens historique de la loi marxienne de la valeur sera ainsi l'un des fils conducteurs de la réflexion menée dans plusieurs contributions.

Le troisième thème concerne l'origine, le sens et les enjeux de la crise actuelle. Il conduit à s'interroger sur les relations entre la montée de la dimension cognitive du travail et le processus de financiarisation de l'économie, en montrant, notamment, de quelle manière les mutations de la valorisation du capital productif lui-même ont joué un rôle majeur dans ce que nous pouvons qualifier « le devenir rente du profit »⁴. Il sera aussi question d'essayer d'identifier, sur cette base, la nature de la

également rappeler l'apport fondamental donné au développement du programme de recherche autour de la thèse du capitalisme cognitif par l'ouvrage coordonné par Colletis et Paulré, *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica, Paris, 2008.

3. Vercellone C. (2007). From Formal Subsumption to General Intellect: Elements for a Marxist Reading of the Thesis of Cognitive Capitalism. *Historical Materialism*, Vol. 15, No. 2, p. 13-36 ; Morini C. (2007). The Feminilazion of Labour in Cognitive Capitalism. *Feminist Review*. n° 87, p. 40-59 ; Lucarelli S. et Fumagalli A. (2008). Basic Income and Productivity in Cognitive Capitalism. *Review of Social Economy*. vol. 66, n° 1, p. 71-92 ; Fuchs C. (2009). A Contribution to the Critique of Political Economy of Transnational Informational Capitalism. *Rethinking Marxism*. vol. 21, n° 3, p. 387-402 ; Fine B., Jeon H. and Gimm G.H. (2010). Value is as Value Does: Twixt Knowledge and the World Economy. *Capital & Class*, vol. 34, n° 1, p. 69-83 ; de Peuter G. (2011). Creative Economy and Labour Precarity: a Contested Convergence. *Journal of Communication Inquiry*. vol. 20, n° 10, 2011, p. 1-9 ; Starosta G. (2012). Cognitive Commodities and Value-Form. *Science & Society*, vol. 76, n° 3, p. 365-392.

4. Pour une définition plus précise du sens de ce concept cf. Vercellone C. (2007, *op. cit.*) et Vercellone C. (2010). The Crisis of the Law of Value and the Becoming-Rent of Profit. *Crisis in the Global Economy : Financial Markets, Social Struggles, and New Political Scenarios*, Fumagalli A., Mezzadra S. (EDT), Semiotext, New York, p. 85-118.

crise actuelle pour comprendre si nous avons affaire à une simple « crise de croissance » du capitalisme cognitif lui-même ou bien à une rupture structurelle qui remet en cause la viabilité de ce nouveau système historique d'accumulation.

Tout en développant une réflexion théorique et empirique originale, l'ensemble des contributions retenues ici abordent ces différents aspects concernant la transformation du travail, de la valorisation du capital et/ou la mise à jour du sens et des enjeux de la crise actuelle.

Le premier article, celui de Carlo Vercellone, intitulé « De l'ouvrier-masse au travail cognitif », peut être également lu comme une sorte d'introduction générale. Sur la base d'une approche post-operaïste de la place de la connaissance dans le rapport capital-travail, l'auteur se propose de conjuguer, dans une perspective historique et théorique cohérentes, les différentes thématiques au cœur de la réflexion de ce numéro : les mutations du travail et de la forme valeur, en passant par celles affectant la répartition du revenu entre salaire, rente et profit. Dans cette démarche, il est notamment montré de quelle manière, dans le passage du fordisme au capitalisme cognitif, la montée de la dimension cognitive du travail va de pair avec une crise de la loi de la valeur temps de travail et un changement profond des mécanismes de captation de la plus-value. Il en résulte le développement de formes rentières d'accumulation du capital et, plus fondamentalement encore, une déstabilisation des critères traditionnels qui, dans le capitalisme industriel, permettaient d'établir une distinction assez claire entre la catégorie de la rente et celle du profit. Pour conclure, l'article analyse la manière dont le caractère structurel et l'approfondissement de la crise dessinent l'alternative entre deux modèles dichotomiques de société et de régulation d'une économie fondée sur la connaissance.

Les trois articles suivant approfondissent et précisent cette réflexion sur la manière dont le capitalisme cognitif entraîne des transformations profondes concernant la nature du rapport capital/travail, l'extraction de la plus-value et les déterminants de la valeur des marchandises.

C'est dans cette veine que l'article de Laurent Baronian, « Le travail mort dans le capitalisme cognitif », insiste sur la façon dont le concept de *General Intellect* doit être pensé, au sens de Marx, comme le produit du développement combiné du capital fixe et de l'interaction sociale. A cet égard, l'importance du capital fixe trouve l'un de ses principaux vecteurs dans le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles ont joué un rôle majeur dans une métamorphose de l'organisation sociale de la production qui brouille les frontières entre le travail mort et le travail vivant. Elles ont aussi accéléré, selon l'auteur, la création des conditions objectives d'une coopération et d'une émancipation réellement universelles, grâce notamment aux nouveaux modèles productifs décentralisés et mondialisés.

La contribution de Pablo Miguez, « Appropriation des savoirs et prescription de la subjectivité dans le travail cognitif : le cas du secteur informatique », poursuit cet examen de la place des TIC dans le nouveau capitalisme, en insistant sur la place du travail vivant et les dispositifs mis en œuvre par le capital pour assurer son contrôle. Pour ce faire, l'analyse de l'auteur se focalise sur le travail des informaticiens eux-mêmes. En combinant théorie et analyse empirique, Pablo Miguez montre la manière dont, dans ce type d'activité paradigmatique du travail cognitif, les mécanismes d'assujettissement du travail se déplacent de la prescription du travail à celle de la subjectivité du travailleur. Ce changement est lié à l'hétérogénéité même du travail concret de l'informaticien. Celui-ci repose sur une relation complexe avec des savoirs sociaux qui échappent à l'entreprise, mais dont elle dépend pour son développement. La conception de la productivité et de la relation salariale, propre au paradigme industriel, en sort radicalement transformée.

En étendant l'analyse du travail cognitif du secteur informatique et des TIC à celui des productions de l'homme par l'homme, l'article de Stefano Lucarelli et Carlo Vercellone, intitulé « Welfare systems and social services during the systemic crisis of cognitive capitalism », se propose de montrer que les services collectifs du *Welfare* sont le ressort principal du *General Intellect*. Les auteurs mettent en évidence deux autres aspects souvent négligés par la littérature sur la *knowledge-based economy*. D'une part, les productions du *Welfare* représentent l'un des plus importants gisements d'emploi du travail intellectuel et immatériel. De l'autre, une comparaison internationale permet de mettre en évidence une corrélation positive forte entre le niveau de développement des services collectifs du *Welfare* et l'efficacité économique et sociale d'une économie fondée sur la connaissance. Ce constat concerne tout autant la diffusion des formes d'organisation du travail les plus avancées que la qualité de l'insertion d'un pays dans la nouvelle division internationale du travail (DIT).

Ces mutations du rapport capital-travail et des conditions par lesquelles les économies s'inscrivent dans la nouvelle DIT sont précisées dans l'article de Didier Lebert, « Errements du capitalisme cognitif ? Éléments de réponse à la critique de Fine, Jeon et Gimm (2010) ». L'auteur souligne aussi leurs implications dans la controverse concernant la transformation des déterminants et de la forme valeur dans le nouveau capitalisme. Certes, la montée en puissance du rôle du travail cognitif et immatériel remet en cause, pour nombre de marchandises, la norme du temps de travail abstrait, mesuré en unité de travail simple, comme déterminant des prix relatifs des marchandises. Toutefois, ce constat ne signifie guère, pour les tenants de l'approche du capitalisme cognitif, une perte de pertinence de la thèse faisant du travail la source de la plus-value, et donc des profits et des rentes, ce qui est le véritable cœur de la théorie marxienne de la valeur. Par cette argumentation, Didier Lebert pose aussi les jalons de deux axes de développement du programme de recherche de l'approche du capitalisme cognitif : l'identification des catégories susceptibles d'aboutir à une nouvelle sociologie de l'organisation sociale de la production, en insistant sur les rapports conflictuels de savoir et de pouvoir ; la

proposition d'outils d'analyse structurale à même de donner un étayage empirique à la corrélation positive entre la capacité compétitive d'une économie et les institutions à la base d'une *knowledge-based economy*.

Dans sa contribution « Marx's social analysis of value and Big Pharma. Rethinking the social determinants of value in cognitive capitalism », Marc-André Gagnon montre que les déterminants de la valeur des marchandises, notamment celles intensives en connaissances, sont de plus en plus détachés de l'étalon temps de travail abstrait. La valeur repose toujours davantage sur des déterminants sociaux et symboliques qui incarnent, au sens de Veblen, la capacité des grandes firmes à s'approprier la quote-part la plus importante de la valeur socialement produite. A cet égard, l'auteur montre, par une analyse très précise de la stratégie des grands groupes pharmaceutiques, que leur pouvoir capitaliste repose moins sur une aptitude intrinsèque à produire de la valeur que sur le pouvoir de contrôler, par la réglementation, la publicité, l'orientation stratégique de la recherche et ses déterminants sociaux.

Les derniers articles de cette partie, celui d'Eleonora Gentilucci et Alfonso Giuliani et celui de Claude Serfati, s'inscrivent dans cette démarche articulant étroitement théorie et histoire.

L'article de Gentilucci et Giuliani, « Connaissance, finance et économie de guerre permanente : une approche veblenienne », met en exergue de quelle manière la financiarisation des secteurs économiques et, avec elle, le rôle grandissant d'une logique rentière et prédatrice, concerne également l'industrie militaire. En combinant les approches théoriques de Melman et de Veblen, les auteurs mettent en évidence deux tendances principales témoignant de cette logique. La première est liée à l'accroissement du pouvoir de la propriété absente qui se manifeste également dans un secteur politiquement stratégique comme l'industrie militaire. Il se traduit par une imbrication de plus en plus étroite de la logique du public et de celle, rentière, du privée. La seconde tendance, elle aussi caractéristique du capitalisme cognitif et financiarisé, a trait à la place croissante, dans la capitalisation boursière des firmes du secteur militaire, des valeurs dites intangibles qui remplacent le rôle central joué jadis par les valeurs tangibles dans le capitalisme industriel.

Claude Serfati, dans son article intitulé « La logique financiero-rentière des sociétés transnationales », s'intéresse également à cette évolution prédatrice des mécanismes de captation de la valeur qui se combine avec un effritement des frontières entre rente et profit. La thèse centrale soutenue par l'auteur est que les grandes sociétés transnationales (STN) sont devenues des groupes financiers avec des activités industrielles. Autrement dit, la financiarisation de l'économie et la tendance que, dans ce numéro, nous avons qualifiée de « devenir rente du profit », n'est pas que le produit de la déréglementation des marchés et du développement des grands investisseurs institutionnels. Elle résulte aussi d'un mouvement endogène au capital productif lui-même, qui fait des grands groupes à dominante industrielle des acteurs majeurs d'une stratégie de valorisation financière.

Les deux derniers articles de ce numéro s'efforcent enfin d'articuler l'analyse du processus de financiarisation à la compréhension des causes et des enjeux de la crise ouverte par l'éclatement de la bulle spéculative des subprimes.

Dans cette démarche, l'article de Christian Marazzi, « Sur le devenir rente du profit », s'interroge sur l'un des faits stylisés les plus significatifs et les plus controversés de la dynamique de financiarisation qui a conduit à la crise actuelle. Il s'agit de la manière dont la hausse des profits qui a caractérisé l'essor du capitalisme actionnarial s'est accompagnée, dans les pays de l'OCDE, d'une stagnation du processus d'accumulation productive, c'est-à-dire du taux de croissance de la formation brute de capital fixe. Ce fait stylisé est souvent interprété comme une manifestation majeure d'une dichotomie grandissante entre la sphère financière et celle de l'économie réelle. L'auteur rejette cette vision dichotomique, tout en livrant une interprétation forte originale de cette évolution. Il montre que les ciseaux entre la hausse des profits et la stagnation des investissements, n'a pas correspondu en réalité à un arrêt du processus d'accumulation, mais à un changement de sa nature. Dans une économie où le travail cognitif et immatériel devient central, toute une série de fonctions mécaniques productives sont désormais transférées dans le corps vivant de la force de travail. Il en résulte une dislocation des frontières entre travail et non travail dont la figure du consommateur-producteur est emblématique. Le rapport entre accumulation, profits et financiarisation est ainsi réinterprété à partir d'un processus de production et de captation de la plus-value de plus en plus extérieur aux enceintes de l'entreprise, comme l'illustrent le modèle du Web 2.0 et les pratiques managériales du *crowdsourcing*. Cette extension à la sphère de la consommation et de la reproduction de la force de travail des mécanismes d'extraction de la plus-value contribue ainsi à expliquer nombre de contradictions structurelles à l'origine de la crise : l'augmentation des profits non réinvestis dans la sphère de la production ainsi que la compression des salaires et le creusement des inégalités à l'origine de l'insuffisance de la demande effective.

Le numéro se conclut par une contribution de Andrea Fumagalli et Stefano Lucarelli, intitulée « Penser la crise et la sortie de crise. Les apports de André Orléan, et au-delà ». Les auteurs soulignent les points de convergence et de synthèse entre le travail de recherche d'Orléan sur les concepts d'incertitude, de mimétisme, de convention et d'autoréférentialité des marchés et la tradition théorique operaïste mettant, elle, l'accent sur le rapport capital-travail et les institutions du commun. Dans cette démarche, ils envisagent des scénarios de sortie de crise fondés sur l'exigence d'un processus démocratique, susceptible de conduire à la mise en place de mécanismes institutionnels permettant une évaluation collective alternative à la logique financière.

DIDIER LEBERT
ENSTA ParisTech

CARLO VERCELLONE
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne